

# CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE D'ORLEANS

Marché lancé par CHU d'Orléans  
Direction achats, de la logistique et  
du développement durable

## **SERVICE DE PREFINANCEMENT DE LA T2A**

**AO/CCAP/2025-32**

*APPEL D'OFFRES OUVERT*

*Articles L 2124-2 et R 2124-2.1° du Code de la Commande Publique*

# SOMMAIRE

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
ARTICLE 2 - PROCEDURE ET DUREE DU MARCHE.....	4
2.1. PROCEDURE .....	4
2.2. DEMARRAGE DU MARCHE, DUREE.....	4
2.3. REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES .....	4
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT .....	4
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 5 - CLAUSES CONTRACTUELLES CONTRADICTOIRES.....	5
TITRE II - EXECUTION DU MARCHE .....	5
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS.....	5
6.1 ENGAGEMENTS DU PRESTATAIRE .....	5
6.2 CLAUSE DE CONFIDENTIALITE .....	6
6.3 ENGAGEMENTS DES HDN .....	6
6.4 ENGAGEMENTS RECIPROQUES .....	6
ARTICLE 7 - MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHE .....	6
7.1 MODIFICATION A L'INITIATIVE DE L'ETABLISSEMENT .....	6
7.2 MODIFICATION A L'INITIATIVE DU TITULAIRE .....	7
ARTICLE 8 - DELAIS D'EXECUTION .....	7
8.1 DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE FINANCEMENT .....	7
8.2 PROLONGATION DES DELAIS .....	7
ARTICLE 9 - REPRESENTATION DU TITULAIRE DURANT LE MARCHE.....	7
9.1 MODALITES DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DE LA MISSION .....	7
ARTICLE 10 - INTERVENTION DU TITULAIRE.....	8
10.1 PERSONNELS D'INTERVENTION DU TITULAIRE .....	8
10.2 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	8
ARTICLE 11 - GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE.....	8
11.1 GROUPEMENT .....	8
11.2 SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 12 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	9
12.1 RESPONSABILITES .....	9
12.2 ASSURANCES .....	9
TITRE III - MESURES COERCITIVES .....	10
ARTICLE 13 - PENALITES.....	10

13.1 PENALITES DE RETARD POUR LE FINANCEMENT D'UNE CREANCE .....	10
13.2 PENALITES EN CAS D'ERREUR DANS LE FINANCEMENT D'UNE CREANCE OU DANS L'APPLICATION DE LA COMMISSION .....	10
ARTICLE 14 - FIN ANTICIPEE DU MARCHE .....	10
ARTICLE 15 - MOTIVATION DES SANCTIONS .....	10
TITRE IV - DISPOSITIONS FINANCIERES .....	11
ARTICLE 16 - LE PRIX .....	11
16.1 FORME DU PRIX .....	11
16.2 COMMISSION D'AFFACTURAGE .....	11
16.3 COMMISSION DE FINANCEMENT .....	11
16.4 FRAIS ANNEXES.....	11
16.5 OFFRES PROMOTIONNELLES .....	12
ARTICLE 17 - AVANCE .....	12
ARTICLE 18 - MODALITES DE REGLEMENT .....	12
18.1 GENERALITES .....	12
18.2 RYTHME ET CONTENU DE LA FACTURATION.....	12
ARTICLE 19 - DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES .....	13
ARTICLE 20 - NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES .....	13

## **TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION**

### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation ayant pour objet un service de préfinancement de la T2A à destination du Centre hospitalier universitaire d'Orléans (CHU d'Orléans). Ce service a vocation à préfinancer les créances détenues par le CHU d'Orléans sur l'Assurance maladie.

Le présent marché fixe le cadre des conditions générales, financières et opérationnelles, du service de préfinancement des recettes de T2A. Ce cadre sera décliné dans un contrat d'affacturage aux fins de définir les modalités de financement et de fonctionnement.

Cette consultation est lancée par le Centre hospitalier universitaire d'Orléans conformément aux dispositions de l'article R.6132-16 du CSP.

La présente consultation concerne le Centre hospitalier universitaire d'Orléans sans que cela ne fasse obstacle à l'intégration en cours d'exécution du marché à l'un ou plusieurs établissements parties par la voie d'un avenant conformément à l'article 7.1 du présent CCAP.

Le Centre hospitalier universitaire d'Orléans conserve la responsabilité de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article R. 6132-16 du CSP.

### **ARTICLE 2 - PROCEDURE ET DUREE DU MARCHE**

#### **2.1. PROCEDURE**

La procédure de passation du présent marché est un appel d'offres ouvert conformément aux articles L2124-2 et R2124-2.1° du Code de la Commande Publique.

L'accord cadre est conclu avec un maximum de 1 500 000 € HT pour la durée totale du marché.

#### **2.2. DEMARRAGE DU MARCHE, DUREE**

Le marché prendra effet à compter du 15 juillet 2025, ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure au 15 juillet 2025.

Le présent marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa date de notification. Il ne pourra pas excéder une durée totale de 4 ans.

#### **2.3. REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES**

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du présent marché, en application de l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations complémentaires à celles qui lui seront confiées au titre du présent marché, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

### **ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT**

Le présent marché est constitué d'un lot unique.

#### **ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante

- L'acte d'engagement souscrit par le Titulaire et ses annexes ;
- Le présent C.C.A.P. dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seule foi ;
- Le C.C.T.P ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicable aux marchés publics de fournitures Courantes et de Services (arrêté du 30 mars 2021) sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Particulières ;
- Le contrat d'affacturage ;
- L'offre technique et financière du titulaire (cadre réponse technique) ;
- Eventuelles annexes supplémentaires.

#### **Pièces générales**

- Le Code de la Commande Publique (Ordonnance n° 2018-1074, Décret n° 2018-1075 et leurs modificatifs)
- Le Code de la Santé Publique Articles L6132-1 à Article L6132-7
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics des fournitures courantes et de services.
- La réglementation en vigueur à la date de l'avis d'appel public à la concurrence du présent marché

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG/FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché

#### **ARTICLE 5 - CLAUSES CONTRACTUELLES CONTRADICTOIRES**

La résolution d'un conflit résultant de l'interprétation de deux stipulations contradictoires au sein d'une même pièce contractuelle revient au pouvoir adjudicateur.

## **TITRE II - EXECUTION DU MARCHE**

#### **ARTICLE 6 - OBLIGATIONS**

##### **6.1 ENGAGEMENTS DU PRESTATAIRE**

Le prestataire s'engage à réaliser les prestations conformément aux meilleurs usages de la profession étant précisé que toute faute de sa part lors du règlement des créances (faux en écriture, manœuvre viciée...) est susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

Le prestataire s'engage à respecter son obligation de confidentialité conformément à l'article 6.2 du présent CCAP.

L'ensemble des prestations doivent être exécutées dans le respect des délais énoncés, dans le cas contraire les pénalités prévues à l'article « PENALITES » du présent CCAP s'appliqueront.

Le prestataire a une obligation générale de conseil et d'information à l'égard du Centre hospitalier universitaire d'Orléans.

A ce titre, le prestataire s'oblige à :

- Mettre en place les moyens nécessaires à la réalisation des prestations
- Exécuter sur la durée du marché l'ensemble des prestations contractuelles
- Informer par tout moyen le Centre hospitalier universitaire d'Orléans et l'Assurance maladie de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations
- Informer le Centre hospitalier universitaire d'Orléans et l'Assurance maladie lors du règlement d'une créance. Les modalités d'information ainsi que leur fréquence sont stipulées dans le contrat d'affacturage.
- Mettre à disposition une plateforme informatique permettant la dématérialisation des flux d'information entre le centre hospitalier universitaire d'Orléans et le prestataire
- Garantir la sécurité informatique de la plateforme de transmission d'information entre le centre hospitalier universitaire d'Orléans et le prestataire.

## **6.2 CLAUSE DE CONFIDENTIALITE**

L'ensemble des informations et documents communiqués par le Centre hospitalier universitaire d'Orléans au titulaire du marché est de nature confidentielle. Le titulaire s'engage à prendre toute mesure nécessaire pour respecter et faire respecter (en cas de sous-traitance) cette clause.

En cas de non-respect, le titulaire s'expose à des poursuites pénales.

## **6.3 ENGAGEMENTS DES HDN**

Le Centre hospitalier universitaire d'Orléans exécute de bonne foi les obligations contractuelles mises à leur charge concernant notamment :

- La transmission des informations relatives aux pièces comptables transférées ;
- L'information du prestataire en cas de litige sur une créance transférée par tout moyen permettant de donner date certaine.

## **6.4 ENGAGEMENTS RECIPROQUES**

La nécessaire coopération des parties pour la mise en œuvre efficiente des relations contractuelles suppose une application stricte de leurs engagements réciproques d'information, de loyauté et d'assistance. En cas de litige, la responsabilité contractuelle sera appréciée à l'aune de tout manquement afférent.

# **ARTICLE 7 - MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHE**

## **7.1 MODIFICATION A L'INITIATIVE DE L'ETABLISSEMENT**

En cas de modification liée à l'exécution du marché ou dans le cas de l'intégration d'un autre établissement au présent marché, le CHU d'Orléans réalisera un avenant pour le compte de tout ou partie du Centre hospitalier universitaire d'Orléans.

## **7.2 MODIFICATION A L'INITIATIVE DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement le CHU d'Orléans les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- à la répartition du capital social de l'entreprise ;
- aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché ;

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement du titulaire.

## **ARTICLE 8 - DELAIS D'EXECUTION**

### **8.1 DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE FINANCEMENT**

Le prestataire s'engage à réaliser le préfinancement des créances transférées conformément aux stipulations du CCTP.

Sauf cas de force majeure ou du fait du Centre hospitalier universitaire d'Orléans, le prestataire encourt les pénalités prévues dans le présent CCAP en cas de défaut de règlement des créances dans le délai opposable.

### **8.2 PROLONGATION DES DELAIS**

Dans l'hypothèse où le prestataire serait dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution susmentionnés à raison d'une force majeure ou du fait du Centre hospitalier universitaire d'Orléans, le délai pourra être prolongé sans que cela n'altère les autres obligations contractuelles. Les modalités sont précisées dans le contrat d'affacturage.

## **ARTICLE 9 - REPRESENTATION DU TITULAIRE DURANT LE MARCHE**

### **9.1 MODALITES DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DE LA MISSION**

#### **Remplacement à l'initiative du titulaire**

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique désignée ci-dessus qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci qui n'est pas de son fait.

Le changement de personne est annoncé immédiatement au CHU d'Orléans.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le CHU d'Orléans.

La personne remplacée, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à la personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au CHU d'Orléans. Il établit pour cela un procès-verbal dans les conditions prévues à l'article « Procédure de remplacement »

#### **Remplacement à l'initiative du CHU d'Orléans**

Dans les cas d'insuffisance avérée d'une des personnes désignées en application de l'article 10.1. Le CHU d'Orléans peut demander au titulaire le remplacement de la personne concernée.

Dans ce cas, le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande. Le remplaçant proposé est soumis à l'approbation du CHU d'Orléans dans les conditions prévues à l'article « Procédure de remplacement »

### **Procédure de remplacement**

Le titulaire avise immédiatement le CHU d'Orléans partie concerné, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sous forme de *curriculum vitae* détaillé, accompagné des copies des diplômes obtenus dont le remplaçant se prévaut, au CHU d'Orléans dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

La personne remplacée, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à la personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au CHU d'Orléans. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 8 jours à compter de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

## **ARTICLE 10 - INTERVENTION DU TITULAIRE**

### **10.1 PERSONNELS D'INTERVENTION DU TITULAIRE**

Les personnes désignées par écrit par le titulaire sont seules autorisées pour la prestation objet du marché.

Le personnel de l'entreprise titulaire doit observer toutes les consignes générales de sécurité.

Le titulaire du marché devra justifier de la qualification de son personnel d'intervention.

### **10.2 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements de la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

## **ARTICLE 11 - GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE**

### **11.1 GROUPEMENT**

Si le titulaire se présente en groupement, la transformation en groupement conjoint avec solidarité du mandataire sera exigée au stade de l'attribution du marché.

Le mandataire est par conséquent engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. Il représente l'ensemble des cocontractants, vis-à-vis du CHU d'Orléans, pour l'exécution du marché.

Les stipulations de l'article « REPRESENTATION DU TITULAIRE DURANT LE MARCHE », sont applicables à chacun des membres du groupement, le cas échéant.

### **11.2 SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

### **En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément :**

- il remet sa demande contre récépissé au CHU d'Orléans.
- ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception



Le titulaire utilise notamment, pour formuler sa demande, une déclaration de sous-traitance conformément au formulaire DC4 téléchargeable via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers.

**La déclaration de sous-traitance indique :**

- la nature et le montant des prestations sous-traitées (en faisant apparaître le paiement direct et l'auto liquidation) ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
- les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes ;
- la date (ou le mois) d'établissement des prix ;
- les situations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
- le compte bancaire à créditer.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues au CCAG-FCS II en est de même si le titulaire a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande prévue ci-dessus.

La demande d'agrément de sous-traitance doit intervenir au moins un mois avant le démarrage des tâches qu'il est prévu de confier au sous-traitant.

<b>ARTICLE 12 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES</b>
---

**12.1 RESPONSABILITES**

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité des prestations objet du présent marché. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de la personne publique ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à la collectivité publique ou à des tiers,

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait du CHU d'Orléans, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

Nota : on entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément de l'installation sous marché.

**12.2 ASSURANCES**

Le titulaire du marché doit, à la constitution du dossier du marché, puis chaque année, justifier qu'il dispose d'une assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du marché, ou causés par la carence des installations dont il effectue la maintenance.

## **TITRE III - MESURES COERCITIVES**

### **ARTICLE 13 - PENALITES**

#### **13.1 PENALITES DE RETARD POUR LE FINANCEMENT D'UNE CREANCE**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, dans le cas où les délais contractuels sont dépassés, le prestataire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard. Ces pénalités sont versées selon les modalités prévues au contrat d'affacturage. Elles correspondent à un pourcentage appliqué sur le montant des prestations de financement par journée de retard.

La journée de retard se calcule à partir du jour ouvré bancaire (JOB) suivant le jour où le prestataire aurait dû effectuer sa prestation.

La formule de calcul est la suivante :  $P = 1\% \times MC \times J$

Dans laquelle :

- P : montant de la pénalité
- MC : montant de la créance
- J : nombre de JOB de retard (chaque jour commencé étant dû)

En sus de l'application de pénalités, tout dépassement des délais contractuels sont susceptibles d'entraîner la résiliation du contrat d'affacturage, lequel en précise les modalités, par le Centre hospitalier universitaire d'Orléans conformément à l'article 14 du CCAP.

#### **13.2 PENALITES EN CAS D'ERREUR DANS LE FINANCEMENT D'UNE CREANCE OU DANS L'APPLICATION DE LA COMMISSION**

Dans le cas où le prestataire commettrait plus de 3 fois, sur 30 jours glissant une erreur dans le règlement de la créance et/ou dans l'imputation des frais et commissions, il encourt une pénalité forfaitaire de 10 000€, sans mise en demeure préalable, dont les modalités de versement sont prévues au contrat d'affacturage. Aucune exonération n'est admise.

A ce titre, le Centre hospitalier universitaire d'Orléans se réserve la possibilité de procéder à toute vérification utile pour constater le respect des obligations du prestataire.

Tout manquement est susceptible d'entraîner la résiliation du contrat par le Centre hospitalier universitaire d'Orléans conformément à l'article 14 du CCAP.

### **ARTICLE 14 - FIN ANTICIPEE DU MARCHE**

Conformément à l'article 36.1 du C.C.A.G. F.C.S., en cas de défaillance du titulaire il sera pourvu par le CHU aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par le fait de celui-ci, soit en cas de résiliation aux torts du titulaire.

Conformément à l'article 32 du C.C.A.G. F.C.S., le CHU d'Orléans se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché notamment lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels.

D'une manière générale et conformément au CCAG FCS, l'CHU d'Orléans se réserve le droit de résilier le marché pour motif d'intérêt général ou pour faute du prestataire.

Les modalités de résiliation du contrat d'affacturage sont précisées dans ce dernier.

### **ARTICLE 15 - MOTIVATION DES SANCTIONS**

Toute mesure coercitive devra être motivée clairement et précisément

## **TITRE IV - DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **ARTICLE 16 - LE PRIX**

#### **16.1 FORME DU PRIX**

Le titulaire a présenté son offre conformément au descriptif technique du présent CCAP.

Les prix sont exprimés en euros. Ils sont réputés être toutes taxes et charges comprises.

La rémunération du prestataire se compose en une commission d'affacturage, une commission de financement et des frais annexes qui seront détaillés.

#### **16.2 COMMISSION D'AFFACTURAGE**

Le prestataire se rémunère du service de préfinancement de la T2A par une commission d'affacturage calculée sur le montant des créances transférées.

Le taux de cette commission est annexé à l'acte d'engagement.

La proposition commerciale du titulaire en annexe de l'acte d'engagement précise la décomposition de la commission d'affacturage s'il s'agit d'un taux variable :

- Un indice de référence faisant l'objet d'une publication régulière
- Majorée le cas échéant d'un taux de marge

A ce titre, le candidat proposera un encadrement de l'indice de référence retenu à travers la définition d'un taux plafond et éventuellement d'un taux plancher.

Le candidat peut aussi proposer un taux fixe en précisant les éventuelles modalités de révision en cas de reconduction du contrat.

#### **16.3 COMMISSION DE FINANCEMENT**

La commission de financement rémunère le financement des créances.

La commission de financement est calculée en base annuelle exacte aux 360èmes à compter de la date de transmission de la créance sur la plateforme de dématérialisation du prestataire + 1 jour jusqu'à la date de paiement de la créance par l'Assurance maladie au prestataire. Les durées de financement sont calculées en jour calendaires.

La proposition commerciale du titulaire en annexe de l'acte d'engagement précise la décomposition de la commission de financement s'il s'agit d'un taux variable :

- Un indice de référence faisant l'objet d'une publication régulière
- Majorée le cas échéant d'un taux de marge

A ce titre, le candidat proposera un encadrement de l'indice de référence retenu à travers la définition d'un taux plafond et éventuellement d'un taux plancher.

Le candidat peut aussi proposer un taux fixe en précisant les éventuelles modalités de révision en cas de reconduction du contrat.

#### **16.4 FRAIS ANNEXES**

Les frais annexes rémunèrent le travail effectué lors de la constitution du dossier de crédit et/ou les modalités de garantie s'ils ne sont pas inclus dans la commission d'affacturage ou la commission de financement.

La proposition commerciale du titulaire en annexe de l'acte d'engagement précise la décomposition des frais annexes (fonds de garantie, mise à disposition de la plateforme informatique, gestion du poste client, frais de dossier...), la commission de frais annexes s'il s'agit d'un taux variable :

- Un indice de référence faisant l'objet d'une publication régulière
- Majorée le cas échéant d'un taux de marge

A ce titre, le candidat proposera un encadrement de l'indice de référence retenu à travers la définition d'un taux plafond et éventuellement d'un taux plancher.

Le candidat peut aussi proposer un taux fixe en précisant les éventuelles modalités de révision en cas de reconduction du contrat

## **16.5 OFFRES PROMOTIONNELLES**

Les taux de commissions visés par le présent CCAP peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre de taux promotionnels mis en place par le prestataire.

Ce dernier apporte toute précision utile, notamment la durée de validité de la promotion, ainsi que la désignation précise du ou des taux concernés.

A l'expiration de la période promotionnelle, les taux annexés à l'acte d'engagement sont de nouveau opposables.

### **ARTICLE 17 - AVANCE**

Sans objet

### **ARTICLE 18 - MODALITES DE REGLEMENT**

#### **18.1 GENERALITES**

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique.

Le circuit de facturation - paiement et les modalités pratiques liées au service comptabilité du CHU d'Orléans sont décrits en annexe n°1 du présent CCAP.

Après constat du service fait, le prestataire produira un dossier de demande de paiement au CHU d'Orléans, comprenant :

- Un mémoire, signé et daté, établi en un original et deux exemplaires, portant le détail du prix, prévu sur l'acte d'engagement
- Toutes autres pièces justificatives nécessaires.

#### **18.2 RYTHME ET CONTENU DE LA FACTURATION**

La facturation s'établira tous les mois, à terme échu selon le BPU.

Le prestataire transmet au Centre hospitalier universitaire d'Orléans au plus tard le 5<sup>ème</sup> jour du mois M+1 une facture accompagnée des éléments permettant le calcul de sa rémunération et notamment :

- Encours sur la période
- Montant et date de transfert des créances visées
- Montant et date de règlement des créances par l'Assurance maladie
- **La banque devra indiquer sur les virements qui seront réalisés, dans le libellé : "T2A + le mois concerné + solde ou acompte" afin de faciliter leur identification.**

La transmission de facture au CHU d'Orléans se fait via la solution nationale CHORUS-PRO.  
*Un lien pour permettre aux entreprises de bénéficier de l'intégralité des informations sur la facturation électronique.*

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

**Liste des numéros SIRET du CHU d'Orléans :**

N° SIRET 26450009100014

N° code service : FAC\_SCP\_DSF

#### **ARTICLE 19 - DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES**

Les paiements sont effectués par les comptables publics assignataire du CHU d'Orléans. Il est rappelé que le délai de paiement ne court qu'à partir de la date de réception par le CHU d'Orléans, de la demande de paiement en bonne et due forme. L'indemnité de recouvrement et les intérêts moratoires sont calculés conformément au texte en vigueur à la date de signature du présent cahier des charges.

Le délai de paiement appliqué est celui disposé par l'article R2192-11 du code de la commande publique, soit 50 jours au maximum.

#### **ARTICLE 20 - NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES**

Le marché peut être remis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la Commande Publique